Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1845.

EXPOSÉ DES MOTIFS

D'un projet de loi tendant à ouvrir au Budget de la Dette publique de l'exercice 1845, les crédits nécessaires au paiement des pensions supplémentaires à accorder par l'État aux officiers belges qui ont fait partie de l'armée des Indes orientales.

MESSIEURS,

Pendant l'existence du royaume des Pays-Bas, des arrêtés et des règlements généraux avaient été pris, pour assurer des droits à une pension supplémentaire aux officiers qui faisaient partie de l'armée de terre aux Indes orientales.

Les officiers belges de cette catégorie, pensionnés avant 1830, et ceux rentrés en Belgique depuis cette époque, par suite de la proclamation du Gouvernement provisoire du 26 septembre 1830, ont adressé au Gouvernement et à la Législature des réclamations tendantes à obtenir que la pension supplémentaire leur fût accordée sur le même pied qu'elle l'eût été, s'ils étaient restés en Hollande après la révolution de 1830.

Avant de rapporter les mesures prises par le Gouvernement des Pays-Bas en faveur des officiers des Indes, il paraît indispensable de rappeler l'étendue de la prérogative royale en ce qui concernait l'administration des colonies.

L'art. 60 de la Loi fondamentale conférait au Roi la direction suprême des colonies et des possessions d'outre mer.

En vertu du pouvoir que lui attribuait cette disposition constitutionnelle, le Roi statua, par un arrêté du 18 février 1815, qu'une pension supplémentaire dont la quotité, cumulée avec celle de la pension ordinaire, pouvant s'élever à la hauteur du traitement de l'officier de l'arme d'infanterie en Europe, serait accordée aux officiers de l'armée des Indes. Un fonds spécial, formé au moyen d'une retenue de 3 % sur le traitement des officiers, devait pourvoir au service de ces suppléments de pension.

Toutefois, les besoins de ce fonds, dans son origine, étant supérieurs à ses ressources, un arrêté du 19 novembre 1816 fixa les pensions des officiers aux Indes à la charge du trésor à un taux plus élevé que celles accordées aux officiers de l'armée d'Europe, par l'arrêté-loi de 1814.

Cet ordre de choses exista jusqu'au 21 mars 1820, date à laquelle la caisse de retenue fut chargée du service complet des pensions dont il s'agit.

Les pensions supplémentaires furent servies sur ce pied jusqu'au 28 mai 1828.

A cette époque, l'état de détresse où se trouvait la caisse des retenues ne permit plus de continuer le service intégral de ces pensions, et un arrêté royal réduisit aux trois cinquièmes le paiement des pensions, temporairement et sous réserve de rappel des deux cinquièmes laissés en souffrance.

Ces dispositions sont le principe et la base des droits des officiers belges qui ont fait partie de l'armée de terre aux Indes, jusqu'à l'époque des événements de 1830.

Quant aux conditions exigées pour l'obtention de la pension supplémentaire, elles ont subi des fluctuations dont il serait superflu de faire l'historique; nous nous bornerons à constater le dernier état des choses.

En 1830, la première condition pour avoir droit à l'intégrité du supplément de pension était 40 années de service, dont 20 années aux Indes. En l'absence de ce concours de services, l'officier ayant fait partie de l'armée de terre aux Indes, recevait $\frac{1}{20}$ du montant intégral du supplément par chaque année de séjour aux colonies; l'officier qui perdait un membre avait droit au supplément intégral.

Toutefois, il ne pouvait prétendre au supplément attaché à son grade, que pour autant qu'il eût deux années de service dans ce grade: dans le cas contraire, il était pensionné sur le pied de son grade antérieur.

En 1831, le gouverneur général des Indes, dans le but de régulariser les mesures prises antérieurement sur les pensions supplémentaires, en faisant disparaître celles qui n'avaient qu'un caractère provisoire, fixa définitivement, par un arrêté du 16 août 1831, le sort des officiers de l'armée de terre aux Indes.

Comme compensation des arriérés de la retenue de $\frac{2}{3}$ opérée depuis 1828, il statua qu'au lieu de calculer la pension supplémentaire sur $\frac{1}{20}$ de son montant intégral, par chaque année de séjour aux Indes, elle serait établie sur $\frac{1}{18}$ de cette pension par année de contribution au fonds.

Le même arrêté porte que si, par suite de ces modifications, quelques officiers pensionnés éprouvaient un préjudice, le Gouvernement se charge d'en tenir compte. Cette disposition démontre de la part du Gouvernement une intervention, tout au moins indirecte, qui résulte également d'un arrêté du 25 janvier 1834, par lequel le trésor public est chargé de pourvoir à la moitié du supplément des capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

Mais de cette intervention bienveillante et protectrice, il ne pouvait résulter d'obligation pour l'État: par le principe dont elles dérivent, non plus que par l'ensemble des dispositions qui y sont relatives, les pensions supplémentaires des officiers des Indes ne peuvent être considérées comme formant légalement et en droit strict une charge du trésor; c'est dans la considération des services de ces officiers, dans l'intérêt qui s'attache à leur position, dans la proclamation du Gouvernement provisoire du 26 septembre 1830 et dans l'arrêté du 22 décem-

bre suivant, que les dispositions que le Gouvernement s'est déterminé à vous proposer doivent trouver leur justification. Il ne s'agit pas de l'acquit d'une dette, il s'agit d'une mesure d'équité et de réparation.

Les officiers ayant servi aux Indes peuvent être classés en trois catégories : ceux qui étaient pensionnés avant 1830, ceux qui l'ont été depuis, et ceux qui le seront lorsque leurs droits à la pension ordinaire viendront à s'ouvrir.

Le projet de loi que nous venons vous présenter a pour but de rétablir les suppléments en faveur des officiers pensionnés avant 1830, au même taux qu'ils l'eussent été en Hollande depuis notre séparation de ce pays, et de fixer sur le même pied le supplément de ceux que le Gouvernement belge a admis à la retraite depuis la révolution, en bonifiant aux uns et aux autres l'arriéré, de manière à compléter ce qui leur était dû d'après les dispositions que nous avons rappelées.

Les droits des officiers ayant jadis servi aux Indes, qui font encore partie de l'armée, sont également garantis pour l'époque à laquelle leurs pensions devront être liquidées.

Quoique l'évaluation exacte de la dépense que nécessitera pour le trésor l'obligation qu'il prendrait, en vertu du projet de loi ci-joint, de servir désormais les suppléments des officiers belges ayant fait partie de l'armée des Indes, soit subordonnée à la liquidation ou à la révision de ces suppléments, on estime cependant, d'après les indications que possède le Département des Finances et qui sont résumées dans le tableau ci-annexé, que le paiement de l'arriéré exigera un crédit de 35,400 francs, et que le chiffre des suppléments auxquels le trésor devra faire face, s'élèvera annuellement à une somme de 11,640 francs, dépense que les extinctions amoindriront successivement.

On peut encore moins déterminer, avec quelque certitude, quel sera le montant total des pensions supplémentaires à accorder éventuellement aux officiers qui sont encore au service; toutefois, le tableau annexé qui en indique le chiffre *maximum*, démontre qu'elles ne pourront jamais augmenter, que d'une manière peu sensible, les charges que l'État aura à subir du chef de ces pensions.

D'ailleurs, ces charges ne seront pas sans quelque compensation: par une juste conséquence des mesures que nous vous proposons, une disposition du projet de loi déclarerait acquise au trésor la somme de fr. 116,097 88 c^s, qui, dans la liquidation et le partage des établissements particuliers communs à la Hollande et à la Belgique, a été attribuée aux intéressés belges par l'art. 6, § 6, de la convention du 19 juillet 1843.

*Les Ministres des Finances et de la
Guerre,*

MERCIER. DU PONT.

PROJET DE LOI.

Léopold,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Nos Ministres des Finances et de la Guerre présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à accorder un supplément de pension, à charge du trésor, aux officiers belges qui, ayant fait partie de l'armée des Pays-Bas aux Indes orientales, sont ou seront pensionnés par l'État et se trouveraient dans les conditions requises, pour y avoir droit, par les règlements sur les pensions supplémentaires en vigueur au 1^{er} octobre 1830.

ART. 2.

Ce supplément de pension, fixé en raison du grade dont l'officier était en dernier lieu titulaire aux Indes, sera, par chaque année de service aux Indes, y compris le temps d'embarquement, savoir :

Pour un major, de	fr. 165
— capitaine, de	110
— 1 ^{er} lieutenant, de	70
— 2 ^e lieutenant, de	50

L'officier ne pourra obtenir le supplément attribué à son grade que pour autant qu'il en ait été revêtu pendant deux années au moins; dans le cas contraire, il n'obtiendra que le supplément attaché au grade immédiatement inférieur.

Toutefois, cette exception n'est pas applicable aux sous-lieutenants.

ART. 3.

L'officier pensionné sous le Gouvernement des Pays-Bas pour infirmités ou pour blessures reçues aux Indes, aura droit au supplément calculé à raison de 15 années de service aux Indes.

ART. 4.

En aucun cas, les suppléments de pension, liquidés sur le pied de l'article 2, ne pourront être inférieurs à ceux dont les officiers, déjà pensionnés, étaient en jouissance au 1^{er} octobre 1830.

ART. 5.

Les suppléments, liquidés en conformité de la présente loi, seront accordés avec jouissance du 1^{er} janvier 1845, et avec rappel de l'arriéré, déduction faite des avances du trésor depuis 1830, sans que ce rappel puisse remonter au delà du 1^{er} septembre 1831.

ART. 6.

Les conditions déterminées dans la loi du 24 mai 1838, relativement à la jouissance, à la conservation et à la privation des pensions militaires, sont rendues applicables aux suppléments à accorder en vertu de la présente loi.

ART. 7.

La somme remise par le Gouvernement des Pays-Bas, du chef de la liquidation et du partage du fonds des pensions supplémentaires des officiers de l'armée de terre aux Indes orientales, en conséquence de l'article 6, § 6, de la convention du 19 juillet 1843, est acquise au trésor.

ART. 8.

Pour faire face au paiement des suppléments de pensions qui seront liquidés en vertu de la présente loi, le crédit alloué au chapitre II, article 1^{er}, du Budget de la Dette publique de l'exercice 1845, est augmenté d'une somme de *onze mille six cent quarante francs* (11,640 francs).

Il est en outre ouvert au même Budget, pour le paiement de l'arriéré, un crédit de *trente-cinq mille quatre cents francs* (35,400 francs), qui formera l'article 4 du même chapitre.

Donné à Laeken, le 24 avril 1845.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

MERCIER.

Le Ministre de la Guerre,

DU PONT.

Suppléments de pension à accorder aux officiers belges

NOMS DES OFFICIERS.	GRADE d'après lequel la pension est réglée.	ANNÉES de service approximatives.	PENSION dont ils jouissaient en HOLLANDE et ont continué à jouir en BELGIQUE.	AVANCES FAITES PAR LE TRÉSOR BELGE	
				DATE à partir de laquelle les avances ont pris cours.	

PREMIÈRE CATÉGORIE. —

			Francs.	
De Meyer, Jean-Bernard	Major.	12 $\frac{1}{2}$ ans.	1,524 "	1 ^{er} juillet 1850 . . . . .
Vanden Busch, J.-F.-A.	Capitaine.	10 $\frac{1}{2}$ id.	508 "	1 ^{er} juillet 1850 jusqu'au 15 nov. 1850. Du 1 ^{er} sept. 1852 jusqu'au 31 déc. 1844.
De Gerlache, Bernard-Adrien	2 ^d lieutenant.	Pensionné pour blessures.	445 "	1 ^{er} juillet 1850 jusqu'au 15 oct. 1850. 1 ^{er} mai 1854 jus- qu'au 31 décembre 1844.
Motte, Philippe-Joseph	Capitaine.	8 $\frac{1}{8}$ ans.	1,016 "	1 ^{er} juillet 1850 au 20 octo- bre 1851. 1 ^{er} sept. 1854 jusqu'au 31 déc. 1844.
Servais, Jacques-Joseph	Id.	10 $\frac{3}{8}$ id.	1,016 "	1 ^{er} juillet 1850 au 30 sep- tembre 1850. 1 ^{er} déc. 1850 au 31 décembre 1844.
Breunin, Joseph-Dominique.	Id.	5 $\frac{7}{12}$ id.	1,016 "	1 ^{er} juillet au 28 oct. 1850. 1 ^{er} juillet 1853 au 31 dé- cembre 1844.
Montigny, Nic.-Fr.-Jos.	Id.	5 $\frac{1}{8}$ id.	658 "	1 ^{er} juillet au 30 oct. 1850. 16 octobre 1851 au 31 dé- cembre 1844.
Sidot, Charles-Louis	1 ^{er} lieutenant.	5 $\frac{5}{12}$ id.	518 "	1 ^{er} octobre 1850 au 31 dé- cembre 1844.
Vernier, Gilbert-Ph.-Louis	Id.	4 $\frac{3}{4}$ id.	159 "	1 ^{er} oct. au 10 déc. 1850. 1 ^{er} oct. 1851 jusqu'à son décès, 8 mai 1854.
Guelton, Albert-Joseph	Major.	7 id.	1,524 "	1 ^{er} février 1859 jusqu'au 6 août 1859, date de son décès.
Louis, Henri.	Capitaine.	5 $\frac{1}{4}$ id.	205 "	1 ^{er} septemb. 1842 jusqu'au 31 décembre 1844.

DEUXIÈME CATÉGORIE. —

			Francs.	
Lonneux, Léonard-François.	Capitaine.	5 $\frac{1}{6}$ ans.	"	"
Huybrecht, Pierre-Antoine	Id.	11 id.	"	"
De Fiequelmont, Florimond-Frédéric-Maxi- milien-Ghislain	1 ^{er} lieutenant.	11 $\frac{1}{4}$ id.	"	"

ayant fait partie de l'armée des Indes orientales.

AU 31 DE CEVR 1844.	SYSTEME		DATE de L'ENTRÉE EN JOUISSANCE de la pension militaire	Observations.
	PROPOSÉ PAR LE PROJÉ DE LOI			
MON TANT.	MON TANT approximatif de la PENSION supplément etc.	MON TANT des ARRÉRAGES.		

(Officiers pensionnés avant 1830.)

Francs.	Francs.	Francs		
22,098 »	2,155 »	8,414 »	»	Pensionné en 1830, sans interruption
6,455 85	1,210 »	8,668 »	»	A joui d'un traitement depuis le 15 novembre 1830 jusqu'au 31 août 1832.
4,876 46	750 »	3,255 »	»	Id. depuis le 16 octobre 1830 au 30 avril 1834
11,825 11	1,016 »	»	»	Id. depuis le 20 octobre 1831 au 1 ^{er} septembre 1834.
14,562 66	1,210 »	2,587 »	»	Pensionné depuis 1830.
12,017 02	1,016 »	»	»	A joui d'un traitement du 22 octobre 1830 au 30 juin 1835.
8,598 96	655 »	»	»	Id. du 1 ^{er} novembre 1830 au 15 octobre 1831.
4,531 50	585 »	894 »	»	Pensionné en 1830.
444 45	»	1,240 »	»	A joui d'un traitement du 11 décembre 1830 au 30 septembre 1831.
787 40	»	570 »	»	Pensionné le 1 ^{er} février 1830
475 67	585 »	425 »	»	Remis en activité le 12 octobre 1830, pensionné le 1 ^{er} septembre 1842.
86,671 04	8,762 »	26,041 »		

(Officiers pensionnés depuis 1830.)

Francs.	Francs.	Francs.	
»	550 »	1,650 »	1 ^{er} janvier 1840.
»	1,210 »	4,740 »	1 ^{er} février 1841.
»	805 »	1,528 »	1 ^{er} février 1845
A REPORTER.	2,545 »	7,918 »	

NOMS DES OFFICIERS.	GRADE d'après lequel LA PENSION est réglée.	ANNÉES DE SERVICE approximatives.	PENSION dont ils jouissent en HOLLANDE et ont continué à jouir en BELGIQUE.	AVANCES FAITES PAR LE TRÉSOR BELGE	
				DATE	à partir de laquelle les avances ont pris cours.
Wemans, Gérard-Nicolas	1 ^{er} lieutenant.	4 $\frac{1}{2}$ ans.	»	»	»
De Neubourg, Joseph-Ferd.	Id.	3 $\frac{6}{12}$ id.	»	»	»

TROISIÈME CATÉGORIE. —

Lahure, Corneille	2 ^d lieutenant.	5 $\frac{9}{12}$ ans.	»	»	»
Moreau, Junius.	1 ^{er} lieutenant.	5 $\frac{1}{6}$ id.	»	»	»
Eisentoffel, Joseph	Id.	5 $\frac{2}{5}$ id.	»	»	»
Discaille, Joseph	Id.	5 $\frac{1}{2}$ id.	»	»	»
Longueville, Hidulph - Ch.	2 ^d lieutenant.	5 $\frac{5}{6}$ id.	»	»	»
Bruyneel, Antoine-Joseph	Id.	1 $\frac{3}{4}$ id.	»	»	»
Lengrand, Michel	Médecin adj ^t .	5 $\frac{3}{4}$ id.	»	»	»
Delwart, René-Alexandre	1 ^{er} lieutenant.	5 $\frac{1}{6}$ id.	»	»	»
Breuer, Léonard-Joseph	Capitaine.	5 $\frac{1}{12}$ id.	»	»	»
Mago, Bernard-Ignace.	Id.	5 $\frac{3}{4}$ id.	»	»	»
Renard, Charles-Joseph	Id.	5 $\frac{1}{12}$ id.	»	»	»
Defraiture, Charles-Antoine	2 ^d lieutenant.	1 $\frac{11}{12}$ id.	»	»	»
Van Castele, Charles	Id.	5 $\frac{1}{6}$ id.	»	»	»
Alestienne, François	Id.	5 $\frac{1}{6}$ id.	»	»	»
Grenier, Jean-Baptiste	Id.	5 $\frac{1}{6}$ id.	»	»	»
De Ridder, Tobie	1 ^{er} lieutenant.	5 $\frac{1}{2}$ id.	»	»	»
Lavant, Charles-Eugène	2 ^d lieutenant.	2 $\frac{1}{2}$ id.	»	»	»
Buquoy, Jean-Joseph	Id.	2 $\frac{11}{12}$ id.	»	»	»
Jaubert, Amédée	Id.	1 $\frac{3}{4}$ id.	»	»	»
Artan, Félix-Alexandre	Id.	5 $\frac{11}{12}$ id.	»	»	»

AU 31 DÉCEMB. 1844.	SYSTÈME PROPOSÉ PAR LE PROJET DE LOI.		DATE de l'ÉMISSION DE LA PENSION MILITAIRE	<i>Observations.</i>
	MONTANT approximatif de la PENSION supplémentaire	MONTANT des ARRÉRAGES		
REPORT.	2,545 »	7,918 »		
»	280 »	650 »	1 ^{er} octobre 1842	
»	245 »	797 »	1 ^{er} octobre 1841.	
2 ^e catégorie. .	2,870 »	9,545 »		
1 ^{re} catégorie. .	8,762 »	26,041 »		
TOTAL. . . .	11,652 »	53,586 »		

(*Officiers encore en activité de service.*)

»	Francs. 500 »	»		Le droit à la pension supplémentaire étant nécessairement subordonné à l'obtention de la pension ordinaire, on ne donne les renseignements ci-contre que dans le but de fournir le moyen d'apprécier les résultats éventuels de la loi.
»	550 »	»	»	
»	420 »	»	»	
»	245 »	»	»	
»	200 »	»	»	
»	100 »	»	»	
»	420 »	»	»	
»	210 »	»	»	
»	550 »	»	»	
»	440 »	»	»	
»	550 »	»	»	
»	100 »	»	»	
»	150 »	»	»	
»	150 »	»	»	
»	150 »	»	»	
»	280 »	»	»	
»	125 »	»	»	
»	150 »	»	»	
»	100 »	»	»	
»	200 »	»	»	
TOTAL. . . .	4,750 »	»		